

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 619

[C - 99/27138]

**25 FEVRIER 1999. — Décret créant la société anonyme de droit public  
« Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia »,  
en abrégé « O.F.I. » (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé sous la dénomination « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia », en abrégé « O.F.I. », une société anonyme de droit public.

Le siège social de la société est fixé à Namur avec une antenne à Bruxelles.

Les statuts de l'O.F.I. et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 2.** Les missions de l'O.F.I. sont les suivantes :

1. la promotion de la Région wallonne en tant que terre d'accueil pour les investissements étrangers;
2. la prospection des candidats investisseurs étrangers notamment par des représentations à l'étranger, par l'organisation de missions, par la collaboration avec les représentants publics des différents niveaux de pouvoirs de l'Etat belge et principalement avec l'AWEX et les autres institutions publiques belges ou étrangères, ou avec des organismes privés belges et étrangers compétents en matière d'investissements, ou par toute autre action pouvant contribuer à cet objet;
3. l'information des investisseurs étrangers en collaboration avec les organismes publics ou privés éventuellement concernés;
4. l'accueil et le suivi des investisseurs étrangers en Région wallonne dans le processus d'implantation en collaboration avec les organismes publics ou privés éventuellement concernés;
5. de manière générale, l'encadrement de l'investisseur étranger dans toutes ses démarches;
6. la recherche de repreneurs étrangers pour les sites industriels wallons en voie de restructuration.

**Art. 3.** Le capital social de l'O.F.I. est de 20 millions de francs belges et est entièrement libéré. Les actions sont nominatives.

La Région wallonne et les personnes morales habilitées par le Gouvernement peuvent être actionnaires de l'O.F.I. La Région doit en tout temps disposer d'au moins 50 % et une action du capital social.

**Art. 4.** Le conseil d'administration de l'O.F.I. est composé de dix membres dont le président, le vice-président et l'administrateur-délégué, répartis comme suit :

1. quatre administrateurs choisis sur une liste double proposée au Gouvernement par le Conseil économique et social de la Région wallonne;
2. six administrateurs désignés par le Gouvernement.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale sur avis conforme du Gouvernement.

Le mandat des administrateurs est d'une durée de six ans, renouvelable.

Le président, le vice-président et l'administrateur-délégué sont désignés par le conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement et sont choisis sur la liste des administrateurs désignés par le Gouvernement. La voix du président du conseil d'administration est prépondérante.

En cas de démission, de décès, de révocation d'un administrateur, le conseil d'administration désigne un remplaçant selon les mêmes modalités de présentation que celles définies dans le présent article, qui sont applicables à l'administrateur à remplacer.

La qualité d'administrateur est incompatible avec l'exercice d'un mandat politique. En outre, la qualité d'administrateur est incompatible avec celle de membre d'un organe de direction, d'une personne morale de droit public ou privé liée à l'O.F.I. par un contrat de travaux, de fournitures de biens ou de services.

**Art. 5.** Assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative :

- le directeur général de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- le directeur général de l'AWEX;
- l'adjoint à l'administrateur délégué.

**Art. 6.** Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations de la société s'effectue par un ou plusieurs commissaires choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

**Art. 7.** Deux commissaires, désignés par le Gouvernement, assistent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de tous les documents et de toutes les écritures de l'O.F.I. Ils peuvent requérir, de tous les administrateurs, agents et préposés, toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat. Ils peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la loi, du décret, des statuts, de la convention particulière visée à l'article 9 ou de l'intérêt général.

Les commissaires du Gouvernement disposent d'un délai de quatre jours ouvrables pour prendre leur recours contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts, à la convention particulière visée à l'article 9 ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués, et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours du recours, le Gouvernement ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement au conseil d'administration de l'O.F.I.

**Art. 8.** Le Gouvernement accorde à l'O.F.I. les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ses missions et à la couverture des charges qui en découlent.

**Art. 9.** Le Gouvernement conclut avec l'O.F.I. une convention particulière qui organise les relations entre la Région et la société pour la mise en œuvre du présent décret.

La convention est transmise par le Gouvernement pour information au Conseil régional wallon.

La convention porte notamment sur les objectifs généraux assignés à l'O.F.I., sur les moyens à mettre en œuvre, sur l'évaluation de ses activités, ainsi que sur les conditions de mise à disposition par la Région wallonne des ressources financières visées à l'article 8, de même que les modalités du contrôle de l'utilisation de ces ressources.

Cette convention est conclue pour une durée de trois ans et peut être reconduite.

Le conseil d'administration de l'O.F.I. soumet un projet de convention au Gouvernement au plus tard dans les trois mois de la création de la société.

Un rapport annuel d'évaluation de la convention est soumis au Gouvernement par l'O.F.I. Il est transmis, pour information, par le Gouvernement au Conseil régional wallon dans un délai d'un mois.

**Art. 10.** La gestion journalière de la société est confiée à l'administrateur délégué.

Un adjoint à l'administrateur délégué est nommé par le conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement.

**Art. 11.** Un comité d'affaires, composé de l'administrateur-délégué, de l'adjoint à l'administrateur délégué, des responsables des marchés, d'un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi et présidé par un représentant du Ministre en charge de l'Economie, est mis en place dans le cadre de la matérialisation des orientations stratégiques de l'O.F.I.

Ce comité d'affaires, réuni une fois par mois, est chargé d'évaluer, pour chaque dossier, les actions à mettre en œuvre par l'O.F.I. et les collaborations requises des opérateurs de développement et des administrations.

En fonction des dossiers qui sont traités, le comité d'affaires peut inviter à ses réunions des représentants d'autres administrations et des experts.

**Art. 12.** A l'exception de ce qui a trait au personnel, la société reprend les droits et obligations de la Région wallonne en tant qu'ils ont été contractés en raison de l'activité de l'Office for foreign investors (O.F.I.) établi au sein de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

L'O.F.I. dispose notamment de l'ensemble des dossiers, de la documentation, des fichiers et du matériel actuellement utilisés au sein de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi.

La Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne répond aux demandes que peut lui adresser l'O.F.I. dans le cadre de ses missions définies à l'article 2 et assure son concours avec l'efficacité et la diligence requises.

**Art. 13.** La dissolution de la société ne peut être décidée par l'assemblée générale qu'en vertu d'un décret qui règle en même temps les modes et les conditions de sa liquidation.

**Art. 14.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, les lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont d'application.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

—  
Note

(1) *Session 1998-1999*

*Documents du Conseil régional wallon.* — 417, n<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 10 février 1999. Discussion et votes.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 619

[C — 99/27138]

**25. FEBRUAR 1999 — Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for foreign investors in Wallonia » (Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie), kurz « O.F.I. » genannt (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Unter der Bezeichnung « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for foreign investors in Wallonia », kurz « O.F.I. » genannt, wird eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts gegründet.

Der Gesellschaftssitz der Agentur wird in Namur festgelegt. Eine Außenstelle wird in Brüssel eingerichtet. Die Satzungen des O.F.I. und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

**Art. 2** - Das O.F.I. nimmt folgende Aufgaben wahr:

1. die Förderung der Wallonischen Region als Gastland für ausländische Investoren;
2. die Suche nach ausländischen Investoren, insbesondere über Vertretungen im Ausland sowie durch die Organisation von Handelsmissionen, die Zusammenarbeit mit den öffentlichen Vertretern der verschiedenen Machtebenen innerhalb des belgischen Staates und insbesondere mit der AWEX und den anderen belgischen oder ausländischen öffentlichen Einrichtungen, oder mit den belgischen oder ausländischen Einrichtungen privaten Rechts, die auf dem Gebiet von Investitionen zuständig sind oder durch jegliche zweckdienliche Aktion;
3. die Information von ausländischen Investoren in Zusammenarbeit mit den gegebenenfalls betroffenen öffentlichen oder privatrechtlichen Einrichtungen;
4. der Empfang und die Betreuung von in der Wallonischen Region ansässigen ausländischen Investoren bei deren Niederlassung in Zusammenarbeit mit den gegebenenfalls betroffenen öffentlichen oder privatrechtlichen Einrichtungen;
5. allgemein die Betreuung des ausländischen Investors bei allen Schritten, die er unternimmt;
6. die Suche nach ausländischen Übernahmekandidaten für wallonische Industriestandorte, die sich in einer Umstrukturierungsphase befinden.

**Art. 3** - Das Gesellschaftskapital des O.F.I. beläuft sich auf 20 Millionen BEF und ist vollständig eingezahlt. Die Aktien sind Namensaktien.

Die Wallonische Region und die von der Regierung befugten juristischen Personen können Aktionär des O.F.I. sein. Die Region muß jederzeit über 50 % plus eine Aktie des Gesellschaftskapitals verfügen.

**Art. 4** - Der Verwaltungsrat des O.F.I. setzt sich aus zehn Mitgliedern zusammen, unter denen sich ein Vorsitzender, ein stellvertretender Vorsitzender und ein Geschäftsführer befinden. Dieser Verwaltungsrat setzt sich folgendermaßen zusammen:

1. vier Verwalter, die aus einer der Regierung vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region vorgeschlagenen doppelten Liste gewählt werden;
2. sechs von der Regierung bezeichnete Verwalter.

Die Verwalter werden von der Generalversammlung nach Zustimmung der Regierung ernannt.

Die Dauer des Mandats der Mitglieder des Verwaltungsrates beträgt sechs Jahre. Das Mandat ist erneuerbar.

Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und der Geschäftsführer werden durch den Verwaltungsrat nach Zustimmung der Regierung bezeichnet. Sie werden aus der Liste der Verwalter, die von der Regierung bezeichnet wurden, gewählt. Die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrates hat Vorrang.

Im Falle des Rücktritts, des Ablebens oder der Absetzung eines Verwalters bezeichnet der Verwaltungsrat ein Ersatzmitglied nach den Durchführungsbestimmungen, die in dem vorliegenden Artikel für den Vorschlag eines Verwalters festgelegt werden und die auf den zu ersetzenden Verwalter anwendbar sind.

Die Eigenschaft als Verwalter ist nicht vereinbar mit der Ausübung eines politischen Mandats. Außerdem ist die Eigenschaft als Verwalter unvereinbar mit der als Mitglied des Führungsorgans einer juristischen Person des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts, die mit dem O.F.I. in einem Vertragsverhältnis über die Ausführung von Arbeiten oder die Lieferung von Gütern oder Dienstleistungen steht.

**Art. 5** - Wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrates der Agentur mit beratender Stimme bei:

- der Generaldirektor der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
- der Generaldirektor der AWEX;
- der stellvertretende Geschäftsführer.

**Art. 6** - Die Kontrolle der Finanzlage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit der Operationen der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare durchgeführt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt werden.

**Art. 7** - Zwei von der Regierung bezeichnete Kommissare wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Sie sind berechtigt, jederzeit an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und generell in alle Schriftstücke des O.F.I. zu nehmen. Sie können von allen Verwaltern, Bediensteten und Beauftragten alle Erklärungen oder Informationen verlangen und alle Überprüfungen durchführen, die ihnen im Rahmen der Ausübung ihres Mandats notwendig erscheinen. Außerdem können sie jede Frage in die Tagesordnung einer Verwaltungsratsitzung aufnehmen lassen, die im Zusammenhang mit der Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen, des in Artikel 9 angeführten Sonderabkommens oder des allgemeinen Interesses steht.

Die Kommissare der Regierung verfügen über eine Frist von vier Arbeitstagen, um Klage gegen einen Beschluß einzulegen, von dem sie der Meinung sind, daß er gegen das Gesetz, das Dekret, die Satzungen, das in Artikel 9 angeführte Sonderabkommen oder das allgemeine Interesse verstößt. Diese Klage hat aufschiebende Wirkung. Diese

Frist beginnt ab dem Tag der Sitzung, auf der der fragliche Beschluß getroffen wurde, insofern die Kommissare der Regierung ordnungsgemäß zu dieser Sitzung geladen wurden, oder im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem sie über den Beschluß in Kenntnis gesetzt wurden.

Die Kommissare legen ihre Klage bei der Regierung ein. Falls die mit der Klage befaßte Regierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Beschluß nicht Stellung genommen hat, wird der Beschluß endgültig. Die Nichtigerklärung des Beschlusses wird dem Verwaltungsrat des O.F.I. von der Regierung mitgeteilt.

**Art. 8** - Die Regierung stellt dem O.F.I. alle Finanzmittel bereit, die es für die Durchführung seiner Aufgaben und die Abdeckung der dabei entstehenden Lasten benötigt.

**Art. 9** - Die Regierung schließt mit dem O.F.I. ein Sonderabkommen ab, das die Beziehungen zwischen der Region und der Gesellschaft im Rahmen der Umsetzung des vorliegenden Dekrets regelt.

Die Regierung übermittelt dieses Abkommen dem Wallonischen Regionalrat zur Kenntnisnahme.

Das Abkommen bezieht sich insbesondere auf die allgemeinen Zielsetzungen des O.F.I., auf die zu deren Umsetzung notwendigen Mittel, auf die Bewertung seiner Aktivitäten sowie auf die Bedingungen, unter denen die in Artikel 8 angeführten Finanzmittel von der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt werden und die Art und Weise, auf die die Verwendung dieser Mittel überprüft wird.

Dieses Abkommen wird für einen Zeitraum von drei Jahren abgeschlossen und kann erneuert werden. Spätestens drei Monate nach Gründung der Gesellschaft unterbreitet der Verwaltungsrat des O.F.I. der Regierung den Entwurf eines Abkommens.

Das O.F.I. legt der Regierung einen Jahresbericht vor, in dem das Abkommen bewertet wird. Dieser Bericht wird innerhalb einer einmonatigen Frist von der Regierung dem Wallonischen Regionalrat zur Information übermittelt.

**Art. 10** - Die tägliche Verwaltung der Gesellschaft wird dem Geschäftsführer übertragen.

Der Verwaltungsrat ernennt einen stellvertretenden Geschäftsführer nach Zustimmung der Regierung.

**Art. 11** - Ein Geschäftsausschuß, zusammengesetzt aus dem Geschäftsführer, dem stellvertretenden Geschäftsführer, den Verantwortlichen für die Märkte, aus einem Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung und dessen Vorsitz durch einen Vertreter des mit der Wirtschaft beauftragten Ministers gewährleistet wird, wird im Rahmen der Verwirklichung der strategischen Zielsetzungen des O.F.I. eingerichtet.

Dieser Geschäftsausschuß tagt einmal pro Monat und hat die Aufgabe, für jede Akte die durch das O.F.I. durchzuführenden Aktionen sowie die notwendige Zusammenarbeit mit den Entwicklungsträgern und den Verwaltungen zu bewerten.

Je nach Art der bearbeiteten Akte kann der Geschäftsausschuß zu seinen Sitzungen Vertreter anderer Verwaltungen und Sachverständige einladen.

**Art. 12** - Mit Ausnahme von Personalfragen übernimmt die Gesellschaft die Rechte und Pflichten der Wallonischen Region, die durch die Tätigkeit des Office for foreign investors (O.F.I.) innerhalb der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region entstanden sind.

Das O.F.I. verfügt u.a. über alle Akten, Dokumentationsunterlagen, Dateien und Ausrüstungen, die derzeit innerhalb der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung benutzt werden.

Die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region kommt allen Anfragen nach, die das O.F.I. im Rahmen der Wahrnehmung seiner in Artikel 2 festgelegten Aufgaben an sie richten kann und garantiert ihre Mitarbeit mit der notwendigen Effizienz und Schnelligkeit.

**Art. 13** - Die Auflösung der Gesellschaft kann durch die Generalversammlung nur kraft eines Dekretes, das gleichzeitig die Art und Weise und die Bedingungen der Auflösung regelt, durchgeführt werden.

**Art. 14** - Auf alle Fälle, die nicht in den Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets fallen, sind die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften anwendbar.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Sitzung 1998-1999.*

*Dokumente des Wallonische Régionaalrat.* — 417, Nr. 1 bis 4.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Öffentliche Sitzung vom 10. Februar 1999 Diskussion und Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 99 — 619

[C - 99/27138]

25 FEBRUARI 1999. — Decreet tot oprichting van de naamloze vennootschap van publiek recht « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia » (Agentschap voor buitenlandse investeerders in Wallonië), « O.F.I. » afgekort (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Er wordt een naamloze vennootschap van publiek recht opgericht onder de benaming « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for foreign investors in Wallonia » (Agentschap voor buitenlandse investeerders in Wallonië), « O.F.I. » afgekort.

De maatschappelijke zetel van de vennootschap is gevestigd te Namen met een bijkantoor te Brussel.

De statuten van het O.F.I., alsook hun wijzigingen worden door de Regering goedgekeurd.

**Art. 2.** Het « O.F.I. » vervult de volgende opdrachten :

1. de bevordering van het Waalse Gewest als onthaalland voor buitenlandse investeerders;
2. de prospectie van buitenlandse kandidaten-investeerders, inzonderheid door vertegenwoordigingen in het buitenland, door de samenwerking met de openbare vertegenwoordigers van de verschillende overheidsniveaus van de Belgische Staat en hoofdzakelijk met het AWEX en de andere Belgische of buitenlandse openbare instellingen, of met Belgische of buitenlandse privé-instellingen bevoegd inzake investeringen, of door enige andere actie die daartoe kan bijdragen;
3. de voorlichting van buitenlandse investeerders in samenwerking met de eventueel betrokken openbare of privé-instellingen;
4. het onthaal en de voortgangscntrole van de buitenlandse investeerders in het Waalse Gewest tijdens het vestigingsproces in samenwerking met de eventueel betrokken openbare of privé-instellingen;
5. in het algemeen, de begeleiding van de buitenlandse investeerder in alle stappen die hij onderneemt;
6. het zoeken van buitenlandse overnemers voor de te herstructureren Waalse industriezetsels.

**Art. 3.** Het maatschappelijk kapitaal van het O.F.I. bedraagt 20 miljoen Belgische frank en is volledig volgestort. De aandelen zijn nominatief.

Het Waalse Gewest en de door de Regering gemachtigde rechtspersonen kunnen aandeelhouder van het O.F.I. worden. Het Gewest moet altijd beschikken over ten minste 50 % en een aandeel van het maatschappelijk kapitaal.

**Art. 4.** De raad van bestuur van het O.F.I. bestaat uit tien leden, waaronder de voorzitter, de ondervoorzitter en de gedelegeerd bestuurder, die onderverdeeld zijn als volgt :

1. vier beheerders gekozen uit een dubbeltal voorgedragen aan de Regering door de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest);
2. zes door de Regering aangestelde beheerders.

De beheerders worden door de algemene vergadering benoemd op eensluidend advies van de Regering. Het mandaat van de beheerders loopt zes jaar en is vernieuwbaar.

De voorzitter, de ondervoorzitter en de gedelegeerd bestuurder worden aangesteld door de raad van beheer op eensluidend advies van de Regering en worden gekozen op de lijst van de door de Regering aangestelde beheerders. De stem van de voorzitter van de raad van beheer is doorslaggevend.

Bij ontslag, overlijden of afzetting van een beheerder, duidt de raad van beheer een plaatsvervanger aan volgens dezelfde voorstellingswijze als dewelke in dit artikel vastgesteld is en die van toepassing is op de te vervangen beheerder.

De hoedanigheid van beheerder is onverenigbaar met de uitoefening van een politiek mandaat. Bovendien is de hoedanigheid van beheerder onverenigbaar met die van lid van een bestuursorgaan, van een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, die met het O.F.I. een overeenkomst voor werken, leveringen van goederen of diensten heeft gesloten.

**Art. 5.** De vergaderingen van de raad van bestuur worden met raadgevende stem bijgewoond door :

- de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest,
- de directeur-generaal van het AWEX,
- de adjunct van de gedelegeerd bestuurder.

**Art. 6.** Eén of meerdere commissarissen gekozen onder de leden van het Instituut van Bedrijfsrevisoren houden toezicht op de financiële toestand, jaarrekeningen en regelmaat van de verrichtingen van de vennootschap.

**Art. 7.** Twee door de Regering aangestelde commissarissen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Op elk ogenblik kunnen zij, zonder verplaatsing, kennis nemen van de boeken, briefwisseling, verslagen en, in het algemeen, van alle documenten en boekingen van het O.F.I. Van alle beheerders, beampten en aangestelden kunnen zij uitleg krijgen of inlichtingen winnen; zij kunnen overgaan tot de verificaties die zij nodig achten voor de uitvoering van hun opdracht. Bovendien kunnen zij elke vraag in verband met de naleving van de wet, het decreet, de statuten, de in artikel 9 bedoelde bijzondere overeenkomst of elke vraag van algemeen belang op de agenda doen plaatsnemen.

De commissarissen van de Regering beschikken over een termijn van vier werkdagen om verhaal uit te oefenen op elke beslissing die zij achten tegenstrijdig te zijn met de wet, het decreet, de statuten, de in artikel 9 bedoelde bijzondere overeenkomst of het algemeen belang. Het verhaal heeft schorsende kracht. Die termijn begint te lopen vanaf de datum van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de commissarissen van de Regering regelmatig opgeroepen werden, zoniet vanaf de dag waarop zij in kennis ervan werden gesteld.

De commissarissen oefenen hun verhaal uit bij de Regering. Indien de Regering zich niet heeft uitgesproken binnen een termijn van dertig dagen vanaf het verhaal wordt de beslissing definitief. De Regering betekent de nietigverklaring van de beslissing aan de raad van bestuur van het O.F.I.

**Art. 8.** De Regering verleent aan het O.F.I. de nodige geldmiddelen voor de uitvoering van zijn opdrachten en de dekking van de lasten die eruit voortvloeien.

**Art. 9.** De Regering sluit een bijzondere overeenkomst met het O.F.I., die de betrekkingen tussen het Gewest en het O.F.I. regelen voor de inwerkingstelling van dit decreet.

De Regering geeft de overeenkomst door aan de Waalse Gewestraad ter informatie.

De overeenkomst slaat onder meer op de aan het O.F.I. toebedeelde algemene opdrachten, op de in werking te stellen middelen, op de evaluatie van zijn activiteiten, alsook op de voorwaarden van de terbeschikkingstelling van de in artikel 8 bedoelde geldmiddelen door het Waalse Gewest, alsook de wijze waarop de aanwending van deze middelen gecontroleerd wordt.

Deze overeenkomst wordt gesloten voor een termijn van drie jaar en is hernieuwbaar. De raad van bestuur van het O.F.I. legt een overeenkomstproject voor aan de Regering laatstens binnen drie maanden na de oprichting van de vennootschap.

Een jaarlijks evaluatieverslag van de overeenkomst wordt door het O.F.I. aan de Regering voorgelegd. De Regering geeft het door aan de Waalse Gewestraad ter informatie binnen een termijn van een maand.

**Art. 10.** De gedelegeerd bestuurder is belast met het dagelijks beheer van de vennootschap.

Een adjunct van de gedelegeerd bestuurder wordt door de raad van bestuur benoemd op eensluidend advies van de Regering.

**Art. 11.** Een zakencommissie, samengesteld uit de gedelegeerd bestuurder, de adjunct van de gedelegeerd bestuurder, de marktenverantwoordelijke, een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling en voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Minister belast met Economie, wordt opgericht in het kader van de verwezenlijking van de strategische oriëntaties van het O.F.I.

Deze zakencommissie, die eens per maand bijeenkomt, is belast met de evaluatie van de door het O.F.I. uit te voeren acties en van de nodige samenwerking tussen de ontwikkelingsondernemers en de administraties voor ieder dossier.

Overeenkomstig de te behandelen dossiers kan de zakencommissie vertegenwoordigers van andere besturen en deskundigen op zijn vergaderingen uitnodigen.

**Art. 12.** Uitgezonderd de personeelsaangelegenheden neemt de vennootschap de rechten en plichten van het Waalse Gewest over voor zover zij afgesloten werden in het raam van de activiteit van het Office for foreign investors (O.F.I.) gevestigd binnen het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Het O.F.I. beschikt onder meer over alle dossiers, de documentatie, de bestanden en het materiaal dat nu binnen het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling wordt gebruikt.

Het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest beantwoordt alle vragen die het O.F.I. het kan stellen in het raam van de in artikel 2 beschreven opdrachten en garandeert zijn medewerking met de nodige doeltreffendheid en spoed.

**Art. 13.** De ontbinding van de vennootschap kan enkel door de algemene vergadering besloten worden krachtens een decreet dat tegelijkertijd de wijze en de voorwaarden van zijn ontbinding regelt.

**Art. 14.** Voor al hetgeen dat niet door dit decreet geregeld wordt, gelden de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Waalse Gewestraad.* — 417, nrs 1 tot 4.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 10 februari 1999. Bespreking en stemming.